World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 17–21 novembre 2025

Distribution: générale	Point 7 de l'ordre du jour
Date: 17 juillet 2025	WFP/EB.2/2025/7-A/4/DRAFT
Original: anglais	Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays
	Pour décision

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (https://executiveboard.wfp.org/fr).

Projet de plan stratégique de pays – Indonésie (2026–2030)

Durée	1er janvier 2026–31 décembre 2030
Coût total pour le PAM	10 170 922 dollars É.-U.
Score au titre du cadre relatif à l'obligation de rendre compte des résultats*	2,9

* Le cadre relatif à l'obligation de rendre compte des résultats est un système de mesure des résultats qui comprend un suivi des programmes ainsi qu'un suivi financier et offre une méthode fondée sur les résultats pour l'élaboration de programmes axés sur l'être humain.

Résumé

L'Indonésie, quatrième pays le plus peuplé au monde et première économie d'Asie du Sud-Est, a accompli des progrès considérables en matière de réduction de la pauvreté et de croissance économique. Ce pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, membre du Groupe des 20 et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, dont l'économie est la plus puissante de la région, connaît une croissance soutenue depuis 50 ans. Malgré les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement durable, notamment en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, les disparités socioéconomiques persistantes, la vulnérabilité face aux changements climatiques et les obstacles systémiques rencontrés dans les domaines de la protection sociale, de la santé et de la nutrition restent un frein au développement durable.

En dépit des progrès notables enregistrés, parmi lesquels le recul du taux de retard de croissance, passé de 27,7 pour cent en 2020 à 21,5 pour cent en 2024, et la diminution de la sous-alimentation, l'Indonésie fait toujours face au triple fardeau de la malnutrition: dénutrition, surnutrition et carences en micronutriments. Si l'insécurité alimentaire a baissé, la proportion de districts vulnérables étant passée de 13,6 pour cent en 2020 à 12 pour cent en 2024, des disparités persistent toutefois dans l'accès à la nourriture. La disponibilité de vivres demeure problématique en raison de l'instabilité de la production alimentaire et des difficultés d'approvisionnement, en

Coordonnatrices responsables:

Mme V. Guarnieri
Sous-Directrice exécutive
Département des opérations liées aux programmes
courriel: valerie.guarnieri@wfp.org

Mme J. Rosenzweig
Directrice de pays
courriel: jennifer.rosenzweig@wfp.org

particulier dans les zones reculées, aussi les besoins alimentaires ne sont-ils pas toujours satisfaits. Les taux de surpoids et d'obésité, surtout chez les femmes et les filles, sont en hausse, ce qui accroît la prévalence des maladies non transmissibles. Les carences en micronutriments restent courantes et touchent les adolescentes, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, ainsi que les jeunes enfants. L'analyse et l'utilisation des données au niveau infranational, qui sont limitées, réduisent encore la capacité du Gouvernement de venir en aide aux personnes les plus démunies. Il est essentiel de lever ces obstacles structurels pour permettre à l'Indonésie de progresser sur la voie du développement de manière résiliente et durable.

Afin d'aider l'Indonésie dans ses efforts, le PAM propose un plan stratégique de pays d'une durée de cinq ans, conforme au plan de développement à moyen terme du Gouvernement pour 2025-2029 et au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour le pays. Le plan stratégique de pays vise principalement à renforcer les systèmes nationaux et infranationaux relatifs à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à la préparation aux catastrophes.

Effet direct 1. D'ici à 2030, les programmes et systèmes nationaux et infranationaux de l'Indonésie sont renforcés de manière à permettre la mise en œuvre du programme public de repas nutritifs gratuits et d'un système national d'action anticipée visant à atténuer les effets des risques et des chocs météorologiques sur les populations exposées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Afin d'obtenir cet effet direct simplifié, le PAM mettra l'accent sur deux activités essentielles:

- **Appuyer le programme de repas nutritifs gratuits:** Le PAM aidera le Gouvernement à concevoir, à mettre en œuvre et à généraliser cette initiative, dont l'objectif est de fournir des repas nutritifs à plus de 80 millions d'enfants et autres personnes vulnérables face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle d'ici à 2029. Il s'agira notamment d'améliorer les menus, de développer les achats locaux de vivres, de renforcer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et de favoriser l'enrichissement des aliments à grande échelle. Le PAM contribuera aussi au suivi, à l'évaluation et à l'innovation afin que le programme donne des résultats durables et efficaces sur le plan de la nutrition.
- **Renforcer les mesures d'anticipation et de préparation aux catastrophes:** Le PAM aidera le Gouvernement à intégrer des mesures d'anticipation dans les systèmes de gestion des catastrophes. Cela consistera notamment à renforcer les mécanismes d'alerte rapide, la planification fondée sur des données factuelles et les capacités d'intervention au niveau infranational. En collaboration avec les pouvoirs publics, le PAM élaborera également des modèles d'action anticipée modulables adaptés au contexte local, afin que les communautés vulnérables reçoivent rapidement une aide avant qu'une catastrophe ne survienne. Le PAM jouera un rôle de catalyseur auprès des systèmes nationaux en contribuant à leur renforcement et en favorisant les partenariats multisectoriels.

Le présent plan stratégique de pays pour 2026-2030 consolidera le positionnement du PAM en tant que partenaire stratégique pour l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre des politiques, ainsi que son rôle de conseiller fiable auprès du Gouvernement. Afin d'accompagner l'Indonésie dans sa transition pour faire du pays un acteur humanitaire mondial et lui permettre d'assumer un rôle de leadership dans le Sud mondial et de rechercher des solutions contre la faim, le PAM fournira une assistance technique, rassemblera les parties prenantes et facilitera l'échange de connaissances Sud-Sud.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour l'Indonésie (2026-2030) (WFP/EB.2/2025/7-A/4), pour un coût total pour le PAM de 10 170 922 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation et évaluation des besoins du pays

1. L'Indonésie, qui compte 282 millions d'habitants, est le quatrième pays le plus peuplé au monde[1]. La moitié de sa population est âgée de moins de 40 ans[2]. Plus grand archipel au monde, l'Indonésie comprend plus de 17 000 îles réparties sur 1 904 569 kilomètres carrés[3]. Le pays présente une grande diversité ethnique, religieuse et linguistique: 87,4 pour cent des Indonésiens sont musulmans[4], mais le pays abrite aussi d'importantes communautés chrétiennes, hindoues, bouddhistes et confucéennes. Si l'indonésien est la langue officielle, plus de 700 langues locales sont parlées par plus de 1 300 groupes ethniques[5].

2. Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure doté de la plus grande économie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et membre du Groupe des 20, l'Indonésie connaît une croissance économique soutenue, s'établissant en moyenne à 5 pour cent par an depuis 50 ans[6]. Elle figure parmi les 10 premières économies mondiales en parité de pouvoir d'achat[7], et a fortement réduit la pauvreté, la proportion de la population vivant dans la pauvreté étant passée de 24 pour cent en 1999 à 9,3 pour cent en mars 2024[8].

3. Malgré les avancées majeures observées ces 10 dernières années, des difficultés subsistent en matière de développement humain, notamment les inégalités, le triple fardeau de la malnutrition et les disparités en matière d'accès à l'éducation et aux soins de santé. Réduire les disparités, en particulier entre les femmes et les hommes, et les filles et les garçons, demeure problématique. Du fait de ses caractéristiques géographiques et des inégalités, le pays est très vulnérable face aux chocs météorologiques et aux risques géologiques. Cette situation constitue un obstacle à la stabilité à long terme et au développement durable[9]. Pour ce qui est de la réduction de la pauvreté, des disparités régionales, générationnelles et entre ville et campagne perdurent, et le taux de pauvreté varie de moins de 5 pour cent à Jakarta à plus de 20 pour cent dans les provinces des Petites îles de la Sonde orientales, de la Papouasie et de la Papouasie occidentale. Si la population rurale ne représente que 44 pour cent de la population totale, 55 pour cent de l'ensemble des personnes pauvres vivent en milieu rural[10].

4. Les femmes, qui sont surreprésentées dans le secteur informel, sont particulièrement vulnérables aux chocs économiques[11]. Elles constituent 39,4 pour cent de la population active[12] et font face à une mortalité maternelle élevée, à la violence et à des obstacles économiques. Quant aux personnes handicapées, elles rencontrent d'importantes difficultés pour bénéficier d'une assistance alimentaire et d'autres filets de protection

[1] BPS-Statistics Indonesia. 2024. Page Web sur la population en milieu d'année (en milliers de personnes) pour 2022-2024 (en anglais).

[2] BPS-Statistics Indonesia. Statistiques démographiques - 2020 (en indonésien).

[3] United States Central Intelligence Agency. 2025. *The World Factbook – Indonesia*.

[4] Portail de données du Gouvernement indonésien.

[5] Groupe de travail international pour les affaires autochtones. 2020. Indonesia.

[6] The Global Economy.com. 2025. Page Web sur la croissance économique en Indonésie (en anglais).

[7] World Economics. 2024. Page Web sur le classement du produit intérieur brut (2024).

[8] BPS-Statistics Indonesia. 2024. *Official Statistics News – Indonesia Poverty Profile in March 2024.*

[9] PAM (à paraître). *Évaluation du plan stratégique de pays établi par le PAM pour l'Indonésie pour 2021–2025.*

[10] Ibid.

[11] Forum économique mondial. 2024. *Annual Report 2023-2024*.

[12] Groupe de la Banque mondiale. 2024. Données de la Banque mondiale. Population active, femmes (% de la population active).

sociale. Il est à noter que 30 pour cent des enfants handicapés n'ont pas accès à l'éducation et que ceux qui sont scolarisés ne bénéficient pas d'un enseignement adapté[13].

5. Les risques macroéconomiques se sont accrus en Indonésie en raison de chocs externes, parmi lesquels le conflit en Ukraine, qui a perturbé les chaînes d'approvisionnement alimentaire et fait grimper l'inflation. Les conditions météorologiques extrêmes liées aux phénomènes climatiques El Niño et La Niña ont également pesé sur la production des cultures vivrières et sur les prix, notamment pour le riz. L'Indonésie, bien que n'étant impliquée dans aucun conflit à grande échelle, connaît des tensions locales et des déplacements de population liés à des catastrophes qui aggravent l'insécurité alimentaire. Si le pays produit des denrées de base telles que le riz et le maïs, sa dépendance vis-à-vis des importations de produits alimentaires essentiels l'expose aux fluctuations du marché mondial. Les subventions et le contrôle des prix mis en place par les pouvoirs publics contribuent à préserver l'accès à la nourriture à un prix abordable.

6. L'Indonésie peut se féliciter des progrès accomplis dans la réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, puisqu'elle a ramené le taux de retard de croissance de 27,7 pour cent à 21,5 pour cent entre 2020 et 2024, au bénéfice de 1,4 million d'enfants de moins de 5 ans[14]. La prévalence de la sous-alimentation a diminué, passant de 10,21 pour cent en 2022 à 8,27 pour cent en 2024[15]. En dépit des progrès réalisés à l'échelle nationale, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle persiste au niveau infranational dans les régions vulnérables en raison des disparités géographiques, des barrières économiques, des inégalités, des risques et des aléas météorologiques, ainsi que des problèmes d'accès que rencontrent les personnes handicapées. Les ménages à faible revenu peinent à se procurer des aliments riches en nutriments, et les petits exploitants agricoles font face à des difficultés de production. L'est de l'Indonésie et les régions frontalières présentent des taux plus élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition. S'y concentrent un nombre disproportionné des 112 districts et villes où la prévalence du retard de croissance dépassait 30 pour cent en 2024. Les disponibilités alimentaires sont désormais meilleures, mais de fortes disparités géographiques existent concernant la proportion de la population n'ayant pas les moyens de se nourrir de manière équilibrée, celle-ci variant de 4 pour cent à Jakarta à 53 pour cent dans les régions situées dans l'est du pays[16].

7. Le Gouvernement a mis en œuvre des programmes de protection sociale ciblés, comprenant une assistance alimentaire et un contrôle des prix des produits de base, mais des lacunes subsistent dans l'action menée pour venir en aide à toutes les personnes exposées au risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. L'inefficacité administrative, la difficulté d'accès pour les personnes handicapées et l'insuffisance des services dans les zones reculées constituent autant d'obstacles à surmonter.

8. L'Indonésie a certes réduit les taux d'insécurité alimentaire, mais des crises localisées se sont produites en raison des sécheresses fréquentes, des inondations et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes qui pèsent sur la production agricole et les prix des denrées alimentaires. Située dans la ceinture de feu du Pacifique, l'Indonésie est régulièrement touchée par des tremblements de terre, des éruptions volcaniques, des inondations et des tsunamis[17]. Elle est particulièrement menacée par l'élévation du niveau

[13] Groupe de la Banque mondiale. 2024. How Indonesia is Including Students with Disabilities in School in Rural Indonesia.

[14] Ministère indonésien de la santé. 2024. Enquête sur la santé en Indonésie (2023) (en indonésien).

[15] BPS-Statistics Indonesia. 2025. Page Web sur la prévalence de la sous-alimentation (en pourcentage) (2023-2024) (en anglais).

[16] PAM. 2024. *Mind the Gap – Country Case Study: Indonesia*.

[17] PAM (à paraître). *Évaluation du plan stratégique de pays établi par le PAM pour l'Indonésie pour 2021–2025*.

de la mer étant donné la forte densité de population le long des côtes[18]. Depuis 2019, plus de 26 000 catastrophes ont été enregistrées[19].

9. La marge d'action budgétaire restreinte et la persistance des inégalités entre les régions compliquent la mise en œuvre durable des services et programmes publics au niveau infranational. En Indonésie, les ressources étant souvent centralisées, les capacités d'exécution au niveau infranational demeurent limitées. Les disparités d'une région à l'autre en matière d'efficacité des chaînes d'approvisionnement se répercutent sur l'accessibilité économique d'une alimentation nutritive, ce qui aggrave encore l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les zones reculées et difficiles d'accès.

2. Priorités nationales et assistance collective

10. Avec l'investiture d'un nouveau gouvernement en octobre 2024, l'Indonésie s'est fixé de nouvelles priorités pour les cinq années suivantes. L'engagement continu du Gouvernement en faveur du développement durable a été rationalisé dans le plan de développement à moyen terme du pays pour 2025–2029[20]. Ce dernier a élevé la croissance économique et la sécurité alimentaire au rang de priorités, l'accent étant mis en particulier sur la souveraineté alimentaire. Les plans stratégiques, notamment le plan national de développement à long terme pour 2025–2045[21], font de l'atténuation des effets des chocs météorologiques, géologiques et économiques, en particulier sur la sécurité alimentaire, une priorité.

11. En janvier 2025, l'Indonésie a lancé un programme de repas nutritifs gratuits (ci-après le "programme de repas gratuits"), l'un des plus importants au monde dans le domaine des repas scolaires, qui bénéficiera à 83 millions de personnes d'ici à 2029, dont deux tiers d'écoliers. Au vu des programmes actuels et des progrès réalisés, le Gouvernement a décidé d'accélérer la mise en œuvre de ce programme, qui prévoit la création de 30 000 cuisines, en avançant l'échéance prévue à décembre 2025. Le programme de repas gratuits fait partie des huit priorités du Gouvernement récemment élu et sera le catalyseur de la transformation des systèmes alimentaires. À cette fin, une agence nationale de nutrition, relevant directement de la présidence, a été créée. En outre, le plan de développement à moyen terme prévoit d'engager des mesures visant à promouvoir une chaîne d'approvisionnement en aliments nutritifs durable et à développer l'enrichissement des aliments, notamment du riz.

12. Le programme de repas gratuits prévoit l'achat de divers produits alimentaires auprès d'acteurs locaux des filières, ce qui stimulera l'économie locale et créera des emplois dans les petites exploitations, l'agriculture et la pêche, en particulier dans les zones rurales. La distribution rapide et efficace des repas suppose de mettre en place une chaîne d'approvisionnement prévisible, stable et de qualité à tous les niveaux de gouvernance, tant aux niveaux national et infranational que dans chaque école. En outre, l'intégration de riz enrichi dans le programme sera un moyen d'améliorer la valeur nutritionnelle des repas sans modifier les priorités en matière d'achats locaux.

[18] Groupe de la Banque mondiale et Banque asiatique de développement. 2021. *Climate Risk Country Profile: Indonesia.*

[19] Portail de données géographiques sur les catastrophes en Indonésie. Page Web répertoriant des données sur l'incidence des catastrophes (en indonésien).

[20] Gouvernement indonésien. 2025. Plan national de développement à moyen terme pour 2025-2029.

[21] Gouvernement indonésien. 2025. Plan national de développement à long terme pour 2025-2045.

13. Le renforcement de la couverture du système d'alerte rapide en cas de catastrophe, qui s'inscrit dans le cadre de la priorité que ne cesse d'accorder le Gouvernement à la préparation aux catastrophes et aux interventions face à celles-ci, constitue un aspect essentiel des mesures d'anticipation adoptées pour réduire les effets des catastrophes. L'engagement pris à cet égard, énoncé dans le plan national de développement à moyen terme pour 2025-2029, est mis en œuvre par plusieurs organismes techniques[22], qui jouent un rôle important dans la réduction des effets des catastrophes en prenant des mesures pour sauver des vies avant qu'elles ne surviennent. L'agence indonésienne de gestion des catastrophes a aussi approuvé le cadre d'action anticipée de l'ASEAN, montrant ainsi sa volonté de mieux s'aligner sur les priorités régionales.

14. L'Indonésie étant dotée d'une structure de gouvernance décentralisée, les cadres nationaux doivent être expérimentés et mis en œuvre de façon efficace au niveau infranational. Cela garantit que les plans d'action comme le plan national d'urgence en cas de catastrophe produisent des effets concrets dans toutes les régions et pour l'ensemble de la population. En intégrant des mesures d'anticipation dans les plans d'urgence infranationaux, le Gouvernement sera mieux à même de dégager les ressources humaines, financières et stratégiques nécessaires lors de la planification annuelle des interventions en cas de catastrophe.

15. Le succès du programme de repas gratuits repose en grande partie sur l'anticipation. Ces deux domaines sont distincts, mais leur interconnexion est essentielle. Les chocs météorologiques et géologiques sont susceptibles de perturber la production alimentaire et les chaînes d'approvisionnement, mais leur impact peut être atténué grâce à des mesures d'anticipation qui renforcent la résilience du programme de repas gratuits ainsi que son efficacité s'agissant de la distribution de repas en temps de crise.

16. L'Indonésie participe activement à des alliances mondiales, comme la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire lancée à l'occasion du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en 2021, le Mouvement pour le renforcement de la nutrition et d'autres initiatives en faveur des systèmes alimentaires et de la lutte contre la faim et la pauvreté. À travers ces plateformes multisectorielles, le PAM, en partenariat avec le Gouvernement, peut mettre à profit le rôle de l'Indonésie au sein du Groupe des 20, de l'ASEAN et du groupe des "BRICS"[23] pour promouvoir les priorités nationales en matière de systèmes alimentaires et de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise.

17. En Indonésie, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire constituent une priorité gouvernementale, ainsi que le reflètent les plans de travail annuels du Ministère des affaires étrangères et du Ministère du Secrétariat d'État. Cela montre que l'Indonésie souhaite s'engager à long terme dans des écosystèmes régionaux et mondiaux plus larges.

[22] Il s'agit notamment de l'Agence nationale de gestion des catastrophes, de l'Agence de météorologie, de climatologie et de géophysique, du Ministère de l'intérieur, du Ministère des affaires sociales, du Ministère des villages et du développement des régions défavorisées et du Ministère de l'environnement.

[23] Le terme "BRICS" désigne le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, mais d'autres pays, dont l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie, l'Indonésie et la République islamique d'Iran, font également partie de ce groupe.

18. Le présent plan stratégique de pays (PSP) est conforme au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ci-après le "Plan-cadre de coopération") établi pour l'Indonésie, lequel offre un cadre stratégique général guidant les efforts de développement menés dans le pays. Le PAM est stratégiquement bien placé pour aider à la réalisation des priorités nationales et coordonne ses activités avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires et Global Pulse, notamment en mettant à profit ses partenariats dans les domaines d'action privilégiés que sont la résilience face aux catastrophes, les mesures d'anticipation et le programme de repas gratuits.

3. Atouts particuliers, capacités et moyens du PAM en Indonésie

19. Fort d'une présence de 50 ans en Indonésie, le PAM a consolidé, grâce au PSP pour 2021-2025, sa position en tant que partenaire de confiance et prestataire en matière d'assistance technique, de renforcement des capacités et de coopération stratégique fondée sur des données factuelles. Il est reconnu par le Gouvernement pour sa contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire, à la préparation aux catastrophes et aux interventions en cas de crise, à la nutrition et au renforcement de la résilience.

20. Les atouts particuliers du PAM en Indonésie reposent sur son savoir-faire à l'échelle mondiale, régionale et nationale dans les domaines du renforcement des systèmes nationaux, de l'analyse des données, de la cartographie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, des mesures d'anticipation et des systèmes logistiques et d'approvisionnement. S'appuyant sur ces atouts, le PSP pour 2021–2025 a permis d'améliorer les méthodes et de mieux exploiter l'analyse des données relatives à la sécurité alimentaire pour éclairer la planification des interventions menées par le Gouvernement dans ce domaine.

21. Le rapport d'évaluation du PSP établi pour 2021–2025, qui a mis en évidence la forte adéquation entre le programme du PAM et les priorités gouvernementales, a constitué une précieuse source d'informations pour l'élaboration du présent PSP pour 2026-2030.

22. Le PAM a noué des partenariats fructueux avec des organismes publics, des organisations internationales et d'autres parties prenantes, qui ont permis d'intégrer les engagements pris en matière de sécurité alimentaire et les indicateurs de performance dans les plans nationaux de développement à moyen terme de l'Indonésie. Grâce à l'assistance technique du PAM, des mesures d'anticipation font désormais partie du dispositif et du système d'intervention en cas de catastrophe de l'Indonésie. Pour ce faire, le PAM a œuvré en étroite collaboration avec les organismes nationaux, notamment l'Agence nationale de gestion des catastrophes et l'Agence de météorologie, de climatologie et de géophysique.

23. Mettant à profit son savoir-faire aux niveaux national, régional et mondial, le PAM s'est associé au Gouvernement pour faciliter la conception et le lancement du programme de repas gratuits. Ce programme public à grande échelle, qui devrait bénéficier à plus de 83 millions de personnes d'ici à 2029, continuera de servir de moteur à la transformation des systèmes alimentaires indonésiens pour éliminer la faim.

24. L'évaluation du PSP établi pour 2021–2025 a mis en évidence les défis à relever pour assurer un financement sur le long terme, pérenniser la volonté politique et réduire les disparités géographiques en matière de sécurité alimentaire. Le nouveau PSP privilégie donc dans sa conception des modèles durables, adaptés au contexte local, rentables et modulables qui s'appuient sur divers partenariats.

25. Le PAM est en mesure d'aider le Gouvernement à renforcer ses capacités pour répondre aux besoins non satisfaits et combler les lacunes en matière d'assistance, en particulier dans les zones marginalisées et difficiles d'accès. Son savoir-faire dans l'élaboration de modèles modulables pour les programmes nationaux, notamment en matière de repas scolaires et de mesures d'anticipation, sera transposé au niveau infranational afin d'aider les autorités à mettre en place des modèles pilotes dans les zones reculées à des fins d'apprentissage et de transposition à plus grande échelle.

26. Le fait qu'il participe à la Coalition pour l'alimentation scolaire ainsi qu'à d'autres plateformes axées sur l'élaboration de politiques permet au PAM d'être bien placé pour aider à concevoir des programmes alimentaires et nutritionnels à grande échelle adaptés aux systèmes nationaux, aux besoins du pays et aux demandes du Gouvernement indonésien.

27. La capacité du PAM d'intervenir au niveau tant national qu'infranational lui permet à la fois de compléter et d'exploiter les contributions d'autres organisations internationales, y compris d'autres entités des Nations Unies, et d'acteurs non gouvernementaux.

4. Positionnement stratégique, priorités des programmes et partenariats

Direction et impacts escomptés du plan stratégique de pays

28. Fondé sur les engagements pris par le Gouvernement dans sa stratégie de développement à moyen terme et son projet "Golden Indonesia 2045 Vision", le PSP définit les contributions du PAM à la transposition à plus grande échelle du programme de repas gratuits et aux systèmes nationaux conçus pour atténuer les effets des chocs météorologiques et géologiques.

29. Au titre du PSP, le PAM continuera de mettre à l'essai des modèles de démonstration fondés sur des données factuelles dans les zones difficiles d'accès, les décisions prises en collaboration avec l'administration publique au niveau infranational devant servir de base au dialogue national sur l'action à mener. Tout en fournissant une assistance technique par l'intermédiaire des structures et programmes publics, le PAM maintiendra une présence opérationnelle à Kupang et orientera la planification afin qu'elle soit efficace au regard des coûts pour lutter contre l'insécurité alimentaire, la pauvreté et les inégalités importantes que connaît cette région. Dans le cadre de ses activités, le PAM s'appuiera sur des évaluations, fondées sur des données et conformes aux priorités du Gouvernement, pour mener à bien sa mission.

30. Le PAM adaptera les initiatives de développement aux conditions locales, en optimisant les chaînes d'approvisionnement essentielles à la mise en œuvre des programmes nationaux. À cette fin, il élargira ses partenariats multisectoriels et mettra à profit son savoir-faire aux niveaux mondial et national en vue d'accroître la viabilité et l'impact des interventions.

31. Le présent PSP complète et cible les domaines de l'assistance technique du PAM qui sont conformes à l'engagement et aux priorités du Gouvernement en faveur du programme de repas gratuits, des mesures d'anticipation et de la gestion des risques de catastrophe. De manière plus générale, il reflète l'évolution et l'approfondissement du modèle opérationnel du PAM dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

32. Le PSP permettra au PAM d'agir comme un catalyseur doté de la structure et des ressources nécessaires pour venir en aide indirectement à un grand nombre de bénéficiaires. Conçu pour donner au PAM la possibilité de réunir les parties prenantes et de coordonner, concevoir de manière collaborative, mettre en œuvre et suivre les politiques et les programmes, le PSP renforcera le rôle de celui-ci en tant que partenaire technique stratégique et de confiance. Le PAM mettra son savoir-faire à disposition pour éclairer les décisions en matière de politiques, de réglementation et de mobilisation des ressources, contribuant ainsi à la transformation des systèmes nationaux, l'objectif étant de venir en

aide aux personnes les plus vulnérables face aux risques météorologiques et géologiques et au triple fardeau de la malnutrition.

Intégration des programmes

33. La conception intégrée du PSP permettra au PAM d'intervenir dans les domaines de la préparation aux catastrophes, de la nutrition, des programmes de filet de sécurité, de l'éducation et de la santé afin de contribuer à la transformation des systèmes alimentaires. Le PSP est structuré de manière à renforcer les systèmes publics existants et à favoriser la collaboration intersectorielle.

34. Le PSP adopte une approche intégrée du renforcement des capacités pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, l'accent étant mis sur les chaînes d'approvisionnement durables, les mesures d'anticipation, la préparation aux catastrophes et l'expansion du programme de repas gratuits. Cette approche permettra d'améliorer la disponibilité, l'accessibilité économique et la consommation d'aliments sains, et d'obtenir de meilleurs résultats en matière d'alimentation et de nutrition parmi les personnes les plus vulnérables face à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition et aux chocs.

Collaboration stratégique avec les partenaires

35. Le PAM mènera ses opérations dans le cadre de l'accord général qu'il a conclu avec l'Agence nationale de planification du développement. Les accords de partenariat et les plans de travail conjoints avec le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de la coordination des affaires alimentaires et le Ministère de coordination du développement humain et des affaires culturelles viendront renforcer cette approche. En outre, le PAM poursuivra son partenariat établi de longue date avec l'Agence nationale de gestion des catastrophes, avec pour objectif stratégique d'intégrer des mesures d'anticipation et d'adaptation dans les mécanismes indonésiens de préparation aux catastrophes et d'intervention en faveur de la résilience.

36. En vue de soutenir la mise en œuvre du programme de repas gratuits et sa transposition à plus grande échelle, le PAM poursuivra sa collaboration avec l'Agence nationale de nutrition, récemment créée en 2024. Parallèlement à ces partenariats, il prolongera les accords avec l'Agence nationale de l'alimentation (dont le rôle sera essentiel pour l'enrichissement des aliments à grande échelle et la coopération avec les entreprises publiques), le Ministère de l'éducation, le Ministère de la santé, le Ministère des affaires sociales, l'Agence de météorologie, de climatologie et de géophysique et le Ministère de l'intérieur. Au niveau infranational, le PAM maintiendra également sa collaboration avec le Ministère de l'agriculture.

37. En Indonésie, les organisations universitaires et celles de la société civile sont des partenaires publics influents qui contribuent à la définition de programmes à grande échelle. Le PAM renforcera les partenariats avec ces organisations afin d'élaborer conjointement avec elles des modèles d'intervention modulables et fondés sur des données factuelles, conformément à sa politique en matière d'ancrage local et en mettant l'accent sur la prise en main par les autorités nationales, le leadership local et la prise en compte des besoins des communautés dans les interventions. Le PAM optimisera le potentiel des partenaires de la société civile, qui peuvent apporter leurs connaissances spécialisées en matière de développement adaptées au contexte et leur savoir-faire sur le plan national, afin de générer des données factuelles en faveur d'un changement systémique. Le PAM collaborera avec le secteur privé, dont le rôle vis-à-vis des systèmes alimentaires est incontournable, qui sera pour lui un partenaire technique et fournisseur de ressources essentiel. Ces partenariats accéléreront la diffusion à plus grande échelle des modèles, amélioreront la sécurité alimentaire et la nutrition et renforceront les capacités locales et nationales.

38. Le PAM collaborera avec des institutions financières internationales telles que la Banque asiatique de développement, la Banque islamique de développement et la Banque mondiale, et étudiera les possibilités de financement pluriannuel auprès de donateurs gouvernementaux, en particulier ceux qui privilégient les repas scolaires dans leurs initiatives internationales en faveur du développement.

39. Le PAM coopérera avec d'autres entités des Nations Unies et participera à des programmes conjoints dans un souci d'efficacité accrue, d'élimination des doublons et d'optimisation de l'impact. Les efforts concertés qu'il déploiera avec ces partenaires contribueront à la réalisation des objectifs du Plan-cadre de coopération, eux-mêmes nécessaires à la concrétisation des priorités nationales.

40. Le fait que l'Indonésie soit membre de la Coalition pour l'alimentation scolaire sera propice au renforcement des partenariats associant les pouvoirs publics et les acteurs locaux en faveur du développement et de l'efficacité des programmes de repas scolaires à l'échelle du pays. Le PAM jouera en outre un rôle clé dans la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, en travaillant étroitement avec le Ministère du Secrétariat d'État pour faciliter l'échange de connaissances et transposer les interventions réussies à plus grande échelle.

41. En partenariat avec le Ministère des affaires étrangères, le PAM mettra à profit le statut de membre de l'Indonésie au sein du Groupe des 20 et de l'ASEAN pour lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et améliorer les systèmes alimentaires dans le pays.

Effets directs du plan stratégique de pays et activités

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, les programmes et systèmes nationaux et infranationaux de l'Indonésie sont renforcés de manière à permettre la mise en œuvre du programme public de repas nutritifs gratuits et d'un système national d'action anticipée visant à atténuer les effets des risques et des chocs météorologiques sur les populations exposées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

42. Deux activités contribueront à la réalisation de cet effet direct du PSP. La première porte essentiellement sur le programme de repas gratuits, et notamment la façon dont les autres programmes nationaux et infranationaux de sécurité alimentaire et de nutrition s'y rattachent. La seconde repose sur l'intégration de mesures d'anticipation dans le système indonésien de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise afin d'atténuer les effets des phénomènes météorologiques extrêmes et des aléas géologiques sur les systèmes alimentaires. Le PAM mettra à profit ses compétences techniques et ses ressources pour renforcer les capacités aux niveaux national et infranational à travers des activités de mobilisation, de coordination, de conception conjointe, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation.

43. La priorité accordée par le Gouvernement à l'intensification rapide du programme de repas gratuits favorisera l'amélioration durable des résultats en matière de nutrition, d'éducation et de capital humain. Le PAM s'appuiera sur ses ressources, son savoir-faire et sa collaboration intersectorielle, notamment dans le cadre de la Coalition pour l'alimentation scolaire, pour aider le Gouvernement à étendre durablement le programme de repas gratuits à l'ensemble du pays.

44. Le PAM continuera de consolider son partenariat avec le Gouvernement en vue d'élaborer des modèles modulables d'action anticipée fondés sur des données factuelles qui renforcent les mécanismes publics de coordination de la gestion des catastrophes (tels que les modules) existants, ainsi que les politiques, les programmes et l'allocation des ressources visant à atténuer les effets des chocs météorologiques ou autres.

45. Le PAM accompagnera le Gouvernement dans l'élaboration d'un cadre résilient, efficace et durable pour la chaîne d'approvisionnement alimentaire qui tienne compte des objectifs nationaux de transformation des systèmes alimentaires et des cibles fixées en matière d'autosuffisance alimentaire. Ce cadre, qui servira également de guide technique au programme de repas gratuits, permettra de garantir que les chaînes d'approvisionnement puissent fournir des repas nutritifs aux enfants dans tout le pays. Le renforcement des chaînes d'approvisionnement alimentaire dotera l'Indonésie d'une meilleure capacité d'intervention en cas de catastrophe et l'aidera à améliorer sa sécurité alimentaire et sa situation nutritionnelle à long terme.

Activité 1: Renforcer les capacités des parties prenantes nationales et infranationales en matière de coordination, de conception conjointe, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques, des programmes et des modèles modulables (y compris pour l'enrichissement des aliments à grande échelle) dans le cadre du programme public de repas nutritifs gratuits

46. Le PAM collaborera avec des acteurs nationaux et infranationaux afin de renforcer leur capacité de concevoir, de développer et de transposer à plus grande échelle efficacement le programme de repas gratuits. L'assistance technique visera à renforcer les systèmes de suivi et d'évaluation, et des études seront menées conjointement avec les parties prenantes dans le but d'orienter la mise en œuvre, la rentabilité et la promotion du programme. Le PAM facilitera la mise en place d'une plateforme nationale d'innovation et d'apprentissage à laquelle il apportera un appui technique afin de mettre en commun les meilleures pratiques observées à travers le monde et de promouvoir les innovations numériques et opérationnelles en matière d'optimisation de la chaîne d'approvisionnement, de rentabilité et de systèmes de suivi et d'évaluation.

47. Le PAM mettra à disposition ses compétences et son assistance techniques à travers le programme public de repas gratuits pour l'élaboration conjointe de modèles de distribution de repas scolaires adaptés au contexte local dans les zones reculées et difficiles d'accès. Ces modèles mettront en évidence les économies et les gains d'efficience susceptibles d'être réalisés dans toute la filière. L'un des aspects essentiels de ce processus consistera à faire participer les communautés et à établir des liens avec les petits exploitants agricoles, notamment les groupes de petites exploitantes. Le PAM collaborera avec les ministères concernés afin de nouer des relations directes avec les agriculteurs et les fournisseurs, d'instaurer une filière "de la ferme à la cuisine", d'organiser des formations sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments tout au long de la chaîne d'approvisionnement, de promouvoir des pratiques durables et de faire concorder les achats avec la planification des menus et les objectifs nutritionnels.

48. Les éléments issus de la modélisation serviront de base aux cadres réglementaires nationaux et infranationaux, à l'allocation des ressources, aux normes nationales et aux directives opérationnelles, améliorant ainsi l'efficacité, l'efficience et la viabilité des programmes. Une assistance technique sera fournie afin de faciliter la conception de protocoles nationaux et infranationaux en matière de planification des menus, d'optimisation de la diversité alimentaire, d'activités visant à faire évoluer la société et les comportements, de valeur nutritionnelle, de maîtrise des coûts et d'achats locaux. Le PAM contribuera à la conception d'un cadre efficace, rentable et adapté au contexte local pour la chaîne d'approvisionnement qui englobera l'analyse des filières, la sécurité sanitaire des aliments, les achats, la logistique et les réseaux de distribution, tout en veillant à réduire autant que possible l'impact sur l'environnement afin de renforcer l'efficacité économique des programmes.

49. Le PAM fournira une assistance technique afin d'améliorer la disponibilité à un coût abordable de riz enrichi après récolte à travers le programme de repas gratuits et les marchés de détail, et ce en mettant à profit la mobilisation du secteur privé. Il sera ainsi possible d'améliorer la valeur nutritionnelle des aliments distribués dans le cadre du programme et de permettre à un plus grand nombre d'enfants de bénéficier de repas riches en nutriments. Grâce à des partenariats avec l'Agence nationale de l'alimentation, des entreprises publiques (telles que Badan Urusan Logistik, l'agence indonésienne de logistique) et des fournisseurs locaux, le riz enrichi pourra être intégré au programme de repas gratuits sans modifier les priorités locales en matière d'achats, tout en garantissant que les repas fournis par le programme couvrent les besoins essentiels en micronutriments.

50. Avec l'appui du PAM en matière de renforcement des capacités et de sensibilisation, le volet du programme de repas gratuits consacré aux repas scolaires vise à faire progresser l'égalité en fournissant des repas nutritifs à tous les enfants, y compris les enfants handicapés. L'action menée par le Gouvernement dans le cadre du programme de repas gratuits, dont la fourniture de repas scolaires, permettra d'améliorer la couverture dans les zones reculées, qui sont actuellement insuffisamment couvertes par les programmes de protection sociale existants. Le PAM s'associera à des organisations de personnes handicapées pour aider le Gouvernement à améliorer ses procédures opératoires normalisées en matière de repas scolaires, le but étant d'accroître la participation et l'accès aux repas scolaires. Ces mesures aideront également les personnes handicapées, en particulier les femmes, à participer aux programmes nutritionnels ciblés dans le cadre du programme de repas gratuits. En reliant le programme de repas scolaires et les mesures d'anticipation moyennant des activités de sensibilisation, de renforcement des capacités et d'appui stratégique, le PAM favorisera l'accès aux ressources, donnant ainsi aux communautés vulnérables face aux chocs la possibilité de satisfaire leurs besoins avant qu'un choc ou une catastrophe ne survienne.

51. Le PAM appuiera la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en fonction de la demande et facilitera l'échange direct de connaissances, de données d'expérience, de compétences et de ressources entre l'Indonésie et d'autres pays engagés dans la fourniture de repas nutritifs. Le PAM a contribué de manière cruciale à l'adhésion de l'Indonésie à la Coalition pour l'alimentation scolaire en tant que membre, statut qui lui donne accès à des compétences spécialisées et à des ressources, dont les meilleures pratiques, susceptibles d'améliorer son programme de repas scolaires.

Activité 2: Renforcer les capacités des parties prenantes nationales et infranationales en matière de coordination, de conception conjointe, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques, des programmes et des modèles modulables, notamment pour les mesures d'anticipation, la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise, les systèmes d'alerte rapide et la gestion des risques de catastrophe

52. Le Gouvernement a fait preuve d'un leadership exemplaire en matière de préparation aux situations d'urgence, d'intervention en cas de crise et de gestion des risques de catastrophe. En adaptant régulièrement la législation, les politiques et les institutions du pays, il s'est doté de moyens accrus pour anticiper les catastrophes et y faire face. Le PAM continuera de collaborer étroitement avec les ministères et les partenaires des Nations Unies dans le domaine de la gestion globale des catastrophes, en facilitant la coordination et la mise en commun des meilleures pratiques à l'échelle mondiale et régionale. Le soutien qu'il apportera consistera essentiellement en des conseils indépendants sur l'intégration de mesures d'anticipation dans le cadre réglementaire et les dispositifs de mise en œuvre du pays. Dans ce rôle en constante évolution, le PAM apportera une contribution déterminante pour faire en sorte que l'Indonésie soit mieux à même d'anticiper les risques complexes qui pèsent sur le pays.

53. Le PAM fournira une assistance technique au Gouvernement afin de l'aider à améliorer le système actuel de gestion des catastrophes et à élargir son cadre d'action ainsi que l'allocation des ressources en matière de préparation et d'intervention. Il l'accompagnera en outre dans la mise en place d'une approche de l'action anticipée fondée sur des données factuelles. Le PAM collaborera avec ses partenaires et les parties prenantes afin de réunir les enseignements tirés, ce qui permettra au Gouvernement de mieux anticiper les chocs météorologiques ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition, de s'y préparer et d'y faire face, et ainsi de réduire leur impact et de renforcer la résilience.

54. Au niveau infranational (l'accent étant mis sur les zones difficiles d'accès), le PAM élaborera des modèles d'action anticipée adaptés au contexte local en faveur des personnes les plus vulnérables face aux chocs météorologiques. Dans le cadre de son assistance technique, il veillera à ce que les personnes les plus exposées au risque d'être laissées pour compte (personnes âgées, femmes et personnes handicapées) soient dûment prises en compte dans les modèles locaux d'action anticipée, dans les messages d'alerte rapide et dans la formation des bénévoles communautaires chargés de la gestion des catastrophes. Grâce aux structures publiques existantes, y compris les modules, il sera possible de dégager des données factuelles de la mise en œuvre des dispositifs d'action anticipée, tels que le mécanisme d'intervention à la suite d'alertes rapides au niveau infranational. La modélisation, associée au renforcement des capacités, garantira l'efficacité des mesures prises à un stade précoce et leur transposabilité aux niveaux provincial et national, au profit de la résilience des communautés.

55. Le PAM apportera une assistance technique au Gouvernement pour l'aider à améliorer l'intégration des déclencheurs d'alerte rapide et des mécanismes de communication, et renforcer ainsi le fonctionnement des systèmes d'action anticipée. Le renforcement de ces systèmes d'alerte rapide donnera aux pouvoirs publics les moyens de mieux anticiper les menaces météorologiques imminentes et d'y faire face et, par conséquent, de prendre en temps utile les mesures nécessaires pour protéger les populations vulnérables avant la survenue d'une catastrophe. Il s'agira notamment de recourir à des analyses d'impact scientifiques pour éclairer les décisions prises lors de l'élaboration des documents de planification du développement au niveau infranational.

56. Le PAM aidera le Gouvernement à contribuer aux plateformes régionales et mondiales consacrées à l'action anticipée et à la résilience, et à en tirer parti. En participant à ces plateformes, l'Indonésie aura accès à des connaissances, des ressources et des pratiques optimales précieuses, et pourra partager son expérience ainsi que les enseignements tirés. Cette approche collaborative renforcera l'efficacité des systèmes d'action anticipée de l'Indonésie et contribuera à faire du pays un chef de file dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe.

Harmonisation avec les priorités nationales

57. Le PAM alignera ses programmes sur les objectifs nationaux de développement et contribuera au projet "Golden Indonesia", qui vise à faire de l'Indonésie une nation résiliente, équitable et prospère d'ici à 2045. Fondé sur le plan national de développement à moyen terme pour 2025–2029, le PSP accompagnera le Gouvernement dans la transformation des systèmes alimentaires et contribuera à l'élimination de la faim. Cela consistera notamment à renforcer le programme de repas gratuits et à améliorer la préparation aux catastrophes, les interventions en cas de crise et l'atténuation de leurs effets.

58. L'appui du PAM au programme de repas gratuits s'inscrit dans le droit fil de la quatrième priorité du plan national de développement à moyen terme pour 2025–2029, tandis que le volet principal du PSP concernant le renforcement de la préparation aux catastrophes, les interventions en cas de crise et l'atténuation de leurs effets s'aligne sur la huitième priorité. Le plan national de développement à moyen terme marque une étape importante vers la réalisation de l'ambition énoncée dans le plan national de développement à long terme pour 2025–2045, qui consiste à faire de l'Indonésie une nation développée, résiliente et à revenu élevé d'ici à 2045. Il met prioritairement l'accent sur la croissance économique, le capital humain, les infrastructures, la résilience et l'adaptation face aux catastrophes, l'objectif étant d'assurer un développement durable et inclusif pour les générations futures.

59. Les principales priorités du plan à moyen terme consistent notamment à renforcer la gouvernance en matière de catastrophes, à accroître les investissements consacrés à la réduction des risques de catastrophe et à renforcer la résilience sociale et économique après une catastrophe, autant d'éléments essentiels pour atteindre l'objectif national de résilience et de durabilité face aux catastrophes défini dans le plan directeur d'intervention en cas de catastrophe pour 2020–2044.

60. Le PSP est pleinement conforme au nouveau Plan-cadre de coopération, en particulier à l'effet 1, qui met l'accent sur le développement humain et correspond aux priorités 1, 4, 6 et 7 du plan de développement à moyen terme, ainsi qu'à l'effet 2, qui porte essentiellement sur l'environnement, la décarbonisation et la résilience, conformément aux priorités 2, 6 et 8 du plan national de développement à moyen terme.

5. Hiérarchisation des priorités et pérennisation

Hiérarchisation des priorités

61. L'Indonésie étant classée parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, la stratégie du PAM en matière de mobilisation des ressources aux fins du PSP repose sur plusieurs sources, notamment des contributions multilatérales, des dispositifs de financement innovants des Nations Unies, des contributions du Gouvernement hôte ainsi que des investissements du secteur privé.

62. Il est essentiel de maintenir un soutien multilatéral pour aider l'Indonésie à réduire sa vulnérabilité face aux chocs météorologiques et à atteindre ses objectifs de développement plus larges. Le présent PSP devrait être intégralement financé dès la première année, principalement grâce à l'intérêt marqué des donateurs pour le programme de repas gratuits, en particulier ceux du secteur privé. Le rôle de premier plan joué par le PAM au sein de la Coalition pour l'alimentation scolaire renforce sa capacité de mobiliser des ressources, notamment à l'heure où l'Indonésie devient une priorité régionale. Ce soutien ciblé va de pair avec l'appui accru apporté par les institutions financières internationales aux initiatives indonésiennes en matière d'éducation et de nutrition, et souligne le rôle essentiel du PAM dans la promotion du développement national.

63. Le PSP repose sur les priorités et l'allocation des ressources du Gouvernement, ce qui garantit son alignement sur les objectifs nationaux de développement. La priorité est accordée aux personnes touchées par des phénomènes météorologiques extrêmes, des chocs économiques et des inégalités structurelles dans les zones où les disparités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont les plus prononcées. Le PAM aidera le Gouvernement à recenser et à cibler ces populations au moyen d'analyses fondées sur des données, notamment des évaluations de la sécurité alimentaire et des systèmes d'alerte rapide. Une attention particulière sera prêtée au renforcement des capacités au niveau infranational, étant donné que de nombreux défis en matière de sécurité alimentaire se posent au niveau local et requièrent dès lors des solutions locales.

64. En cas de difficultés de financement, le PAM redéfinira les priorités de son portefeuille stratégique en fonction des besoins et des demandes du Gouvernement au regard de son mandat, et intensifiera ses efforts de mobilisation de ressources pour combler tout déficit.

Stratégies de pérennisation et de transition

65. Le présent PSP mettra à profit les importants investissements réalisés par le PAM, le Gouvernement et les partenaires en intégrant les compétences techniques et les améliorations stratégiques dans les systèmes nationaux existants. Il s'appuiera sur les acquis en matière de sécurité alimentaire, de préparation aux catastrophes et de programmes de repas scolaires obtenus grâce au renforcement des capacités, à l'intégration de lignes d'action et à l'institutionnalisation des meilleures pratiques. Cela contribuera à pérenniser l'action menée et le PAM pourra adapter son rôle en fonction des priorités et des capacités nationales ainsi que de l'évolution du contexte de développement.

66. La réussite du PSP dépend d'une bonne prise en main des activités par les pouvoirs publics, du maintien de la coordination interinstitutions ainsi que de l'allocation de ressources et d'un ferme engagement en faveur des priorités nationales de développement, en particulier en ce qui concerne la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le PAM se fonde sur l'hypothèse que ces conditions resteront réunies, mais tout changement à cet égard pourrait ralentir les progrès accomplis, compromettre les acquis institutionnels et nuire à l'efficacité des programmes.

67. Pour atténuer les risques, le PAM planifie la transition de manière progressive et continue, effectue en permanence des évaluations des capacités et dialogue avec les parties prenantes. Le PSP repose en outre sur une stratégie de transition globale qui fait concorder les grandes phases, telles que l'adoption des politiques, l'intégration des systèmes et la transposition des modèles infranationaux à plus grande échelle, avec les plans de développement du Gouvernement. La viabilité et la planification de la transition sont renforcées par l'intégration, dans les structures nationales, de mécanismes d'anticipation et de politiques fondées sur des données factuelles.

68. D'ici à 2030, le PAM se retirera progressivement, conformément à la stratégie de transition, et mettra l'accent sur la prise en main des activités par le pays. L'ancrage local sera au cœur de cette démarche, que ce soit par des partenariats avec les autorités locales, la société civile, les acteurs du secteur privé local et les instituts de recherche, ou par la promotion de solutions communautaires et d'une gouvernance inclusive.

ANNEXE I

APERÇU DE LA LIGNE DE VISÉE DU PLAN STRATÉGIQUE POUR L'INDONÉSIE (2026–2030)	
Objectif	**Élimination de la faim**
Cible	**Élimination de la malnutrition**
Domaine d'action privilégié	**RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE**
Effet direct du PSP	**Effet direct 1 du PSP:** D'ici à 2030, les programmes et systèmes nationaux et infranationaux de l'Indonésie sont renforcés de manière à permettre la mise en œuvre du programme public de repas nutritifs gratuits et d'un système national d'action anticipée visant à atténuer les effets des risques et des chocs météorologiques sur les populations exposées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.
Activités	**Activité 1:** Renforcer les capacités des parties prenantes nationales et infranationales en matière de coordination, de conception conjointe, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques, des programmes et des modèles modulables (y compris pour l'enrichissement des aliments à grande échelle) dans le cadre du programme public de repas nutritifs gratuits.
	Activité 2: Renforcer les capacités des parties prenantes nationales et infranationales en matière de coordination, de conception conjointe, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques, des programmes et des modèles modulables, notamment pour les mesures d'anticipation, la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise, les systèmes d'alerte rapide et la gestion des risques de catastrophe.

ANNEXE II

Suivi, évaluation, données factuelles et gestion des risques

Modalités de suivi, d'évaluation et de production de données factuelles

1. Les activités de production de données factuelles au titre du présent PSP seront menées par l'équipe chargée de l'analyse, de la planification et de la performance, à laquelle incombent le suivi des résultats des programmes et la vérification de leur conformité avec les objectifs stratégiques du PAM. Aux fins du suivi et de l'évaluation, les données produites par les pouvoirs publics seront la principale source d'information du PAM, qui s'attachera à renforcer les systèmes nationaux existants plutôt que de collecter des données primaires sur la sécurité alimentaire, les prix du marché ou la nutrition. Il est essentiel de mener des activités conjointes de suivi et d'évaluation avec les organismes gouvernementaux, les autres entités des Nations Unies et les autres partenaires pour garantir la pertinence de la collecte et de l'analyse des données au regard des priorités fixées par le Gouvernement aux niveaux national et infranational. Des données secondaires quantitatives combinées à des données primaires qualitatives, dont des études de cas, viendront enrichir la base de données factuelles.

2. Le PAM procédera à un examen à mi-parcours du PSP après deux ans de mise en œuvre, puis à une évaluation au cours de la quatrième année. Il entreprendra également une évaluation décentralisée au cours de la deuxième année, qui portera essentiellement sur l'impact de l'assistance technique et du renforcement des capacités sur le programme de repas gratuits. Ces examens et évaluations serviront de base aux modifications à apporter à la mise en œuvre du PSP, aux cadres de partenariat et aux stratégies de transition, et permettront au PAM de parer à toute nouvelle difficulté.

3. Les données issues du suivi et de l'évaluation seront systématiquement analysées afin d'éclairer la prise de décisions et de faciliter les rectifications nécessaires en cours d'exécution du PSP. Ces informations aideront non seulement le PAM, mais également ses partenaires à atteindre leurs objectifs de développement communs.

4. La stratégie globale de production de données factuelles repose entre autres sur la collaboration avec les universités, les instituts de recherche et les organismes publics, le but étant de combler toute lacune importante dans les connaissances tout en favorisant l'élaboration de politiques fondées sur des données. Il s'agira notamment d'évaluer la contribution du PAM au nouveau système public d'action anticipée et, si le Gouvernement en fait la demande, de réaliser une évaluation conjointe de l'impact de la composante "repas scolaires" du programme de repas gratuits.

5. Afin de pallier le manque crucial de données sur la sécurité alimentaire et les besoins nutritionnels, le PAM investira dans des recherches ciblées et exploitera les vastes bases de données existantes. Les éléments recueillis permettront d'étudier les chaînes d'approvisionnement durables en aliments nutritifs, l'efficacité des systèmes d'action anticipée et la mise en œuvre du programme de repas gratuits, ainsi que les habitudes de consommation de riz enrichi après récolte. Grâce à ces activités stratégiques, le PAM mettra en œuvre le PSP de manière éclairée et adaptée aux besoins.

Mesures de gestion et d'atténuation des risques

6. Le PAM gère les risques de manière systématique et dynamique en recensant, en traitant et en surveillant les risques susceptibles de compromettre ses opérations. Le Bureau du PAM en Indonésie tient un registre des risques lui permettant de suivre et d'atténuer les risques, et ainsi d'intervenir en temps opportun et d'adapter ses programmes. Les principaux risques recensés dans le cadre de la mise en œuvre du PSP et les mesures d'atténuation correspondantes sont exposés ci-dessous.

7. *Risques stratégiques.* L'efficacité du PSP dépend de sa concordance constante avec les priorités de développement de l'Indonésie. Certains risques, tels que l'évolution des priorités politiques, l'instabilité économique et les aléas météorologiques ou géologiques, pourraient réduire la marge de manœuvre budgétaire et affaiblir le soutien national en faveur des repas scolaires et de la préparation aux catastrophes. En outre, le manque de capacités, la coordination fragmentée et l'évolution des attentes du Gouvernement pourraient entraver la mise en œuvre du PSP. Pour y remédier, le PAM renforcera ses partenariats stratégiques avec les organismes publics, les donateurs et les acteurs multilatéraux afin de promouvoir la responsabilité partagée et la continuité des grandes orientations. La participation à la Coalition pour l'alimentation scolaire et à d'autres plateformes similaires contribuera à maintenir l'élan et l'engagement politiques.

8. *Risques opérationnels.* Les risques opérationnels sont notamment ceux liés à l'exploitation et aux atteintes sexuelles dans le cadre de la mise en œuvre des programmes nationaux et infranationaux, avec des conséquences graves pour la sécurité et la dignité des personnes touchées, en particulier les femmes et les enfants. Afin de les atténuer, des mesures visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles feront partie intégrante des partenariats, et des mécanismes permettant de rendre compte de l'action menée seront instaurés.

9. *Risques fiduciaires.* Les risques fiduciaires, tels que la fraude, le détournement de ressources et l'inefficacité des partenaires coopérants, peuvent compromettre l'intégrité et l'efficacité des interventions appuyées par le PAM. Face à ces risques, le PAM renforcera ses systèmes de contrôle interne et la surveillance financière de l'ensemble de ses opérations. Il effectuera également des vérifications préalables approfondies de tous les fournisseurs et partenaires d'exécution dans un souci de responsabilité et de conformité. Parallèlement, le PAM élargira les possibilités de formation en matière de lutte contre la fraude et la corruption et de pratiques de gestion financière à l'intention de son personnel et de ses partenaires, le but étant de promouvoir une culture de transparence et de bonne gestion des ressources.

Garanties sociales et environnementales

10. Conformément à la politique environnementale du PAM et à son cadre pour la durabilité sociale, le PSP sera conçu de manière à autonomiser les femmes et les personnes handicapées.

11. Le PAM aidera en outre le Gouvernement à respecter l'engagement qu'il a pris de réduire les pertes et le gaspillage alimentaires dans le cadre du programme de repas gratuits en adoptant les meilleures pratiques écologiques dans les écoles et en matière de gestion des déchets.

12. En outre, l'élaboration et la mise en œuvre du PSP intégreront des mécanismes visant à rendre compte de l'action menée et à garantir la protection, dispositifs qui mettront l'accent sur une approche centrée sur l'être humain et un suivi rigoureux des programmes administrés par les pouvoirs publics.

ANNEXE III

Budget du portefeuille de pays établi compte tenu des besoins et ventilation des coûts par effet direct du plan stratégique de pays (*en dollars*)

TABLEAU 1: BUDGET DU PORTEFEUILLE DE PAYS ÉTABLI COMPTE TENU DES BESOINS *(en dollars)*							
Effet direct du PSP	**Activité**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**	**Total**
1	1	1 632 744	1 629 808	1 008 748	1 311 897	665 722	**6 248 920**
	2	1 071 901	1 248 052	738 737	524 516	338 795	**3 922 002**
Total		**2 704 646**	**2 877 860**	**1 747 486**	**1 836 414**	**1 004 517**	**10 170 922**

TABLEAU 2: VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS *(en dollars)*		
	Effet direct stratégique 2 du PAM	**Total**
	Effet direct 1 du PSP	
Domaine d'action privilégié	**Renforcement de la résilience**	
Transferts	5 280 643	**5 280 643**
Mise en œuvre	2 375 528	**2 375 528**
Coûts d'appui directs	1 893 991	**1 893 991**
Total partiel	**9 550 162**	**9 550 162**
Coûts d'appui indirects	620 761	**620 761**
Total	**10 170 922**	**10 170 922**

ANNEXE IV

Liens vers les ressources techniques et connexes

De plus amples renseignements relatifs aux opérations et aux budgets peuvent être consultés sur le portail de données sur les PSP[1].

Des informations détaillées concernant notamment les éléments ci-après y seront communiquées pour toute la durée du PSP et mises à jour chaque année:

a) les modalités de transfert pour chaque effet direct du PSP et chaque activité;

b) une vue d'ensemble des bénéficiaires, ventilés par groupe d'âge, par sexe et par statut de résidence, ainsi que des données sur les bénéficiaires ventilées par groupe de bénéficiaires, par sexe et par modalité de transfert pour chaque effet direct du PSP et chaque activité;

c) les distributions de rations alimentaires et les transferts prévus dans le cadre de chaque effet direct du PSP et de chaque activité;

d) la ventilation des transferts par modalité;

e) des informations quantitatives pour chaque effet direct du PSP et chaque activité, avec indication de la valeur en dollars É.-U. ainsi que du volume le cas échéant;

f) un plan de hiérarchisation des priorités: ajustements apportés aux plans d'exécution en fonction des perspectives de financement.

[1] Conformément à la politique en matière de plans stratégiques de pays (2016).

Liste des sigles utilisés dans le présent document

ASEAN	Association des nations de l’Asie du Sud-Est
PSP	plan stratégique de pays